

CANADA

COUR SUPÉRIEURE
(Division commerciale)
En matière de faillite et d'insolvabilité

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No. : 500-11-041367-113

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

GBO, INC., une personne morale légalement
constituée, ayant son siège social au 1010, rue
Sherbrooke Ouest, Suite 410, dans la Ville et le
District de Montréal, Province de Québec,
H3A 2R7

Débitrice / Requérante

RSM RICHTER INC., une personne morale
légalement constituée, ayant une place
d'affaires au 2, Place Alexis-Nihon, dans la
Ville et le District de Montréal, Province de
Québec, H3Z 3C2

Séquestre intérimaire

12 septembre 2011
Vu la requête par déposé, l'affidavit
Vu les éléments soumis et les représentations
Attendu qu'il apparaît approprié de
rescrire aux conclusions afin de tenter
de permettre la détermination de la
réalité de la situation soumise
Vu les dispositions des art 47.1 et 47.2

Par ces motifs
Je mets RSM Richter dans le séquestre
des biens de la débitrice en vertu des
articles 47.1 et 47.2 de la Loi sur la
faillite et l'insolvabilité (« LFI »)

REQUÊTE EN VUE DE LA NOMINATION D'UN SÉQUESTRE
INTERIMAIRE
(Articles 47.1 et 47.2 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (« LFI »))

AU REGISTRAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE, CHAMBRE COMMERCIALE, DANS ET
POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LA DÉBITRICE / REQUÉRANTE, GBO, INC.,
EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

INTRODUCTION

1. La Débitrice, GBO, Inc. (« GBO »), anciennement connue sous le nom Groupe Bocenor Inc., est une compagnie régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), immatriculée le 9 janvier 1995;
2. GBO est une compagnie publique cotée à la Bourse de croissance TSX (TSX Venture Exchange), qui œuvre dans le domaine de la conception, développement, fabrication, marketing et distribution de portes et fenêtres en bois;

COPIE CONFORME

Genevieve C. Noue
Greffier adjoint

3. GBO offre des fenêtres à battants, à auvents, coulissantes, à guillotine et architecturales, vendues en divers formats, ainsi que des portes vitrées et des portes de patio;
4. GBO a son bureau chef à Montréal, et possède une usine dans la ville de Sainte-Marie-de-Beauce, Québec;

LA SITUATION FINANCIÈRE DE GBO

5. Depuis quelques mois, la Débitrice subit d'importantes pertes et a tenté de restructurer ses affaires;
6. GBO a aussi réduit la taille de sa main d'œuvre et a éliminé certaines autres dépenses d'opération;
7. Cependant, les pertes ont continué de s'accroître malgré un carnet de commandes important;
8. Les dirigeants et actionnaires majoritaires de la Débitrice ont tenté en vain d'attirer de nouveaux investisseurs et/ou prêteurs afin d'injecter les liquidités nécessaires au maintien des opérations;
9. La Débitrice s'est retrouvée en situation de crise de liquidité importante et incapable de payer ses fournisseurs et plusieurs chèques furent récemment retournés par son institution financière pour manque de fonds;
10. N'ayant plus les moyens d'assurer le service de la paie de ses employés, la Débitrice fut contrainte, le 7 septembre 2011, de mettre à pied la quasi-totalité de ses employés et d'interrompre ses activités;
11. Le 9 septembre 2011, la Débitrice a déposé un avis d'intention de faire une proposition en vertu de la LFI (« l'Avis d'Intention »), dont copie est jointe à la présente sous la cote **RSI-1**;

LES CRÉANCIERS DE GBO

12. GBO doit environ 5 M \$ à ses fournisseurs;
13. La Corporation financière Brome inc. (« **Brome** ») est la seule créancière garantie de la Débitrice;
14. Brome a accordé une marge de crédit opérationnelle à la Débitrice, dont le montant pouvait varier selon le niveau des comptes clients et bons de commande admissibles de la Débitrice, et qui s'élève aujourd'hui à environ 2 000 000 \$;
15. Les obligations de la Débitrice envers Brome sont garanties, notamment, par une hypothèque mobilière de premier rang sur les comptes clients et l'inventaire de la Débitrice ainsi que par une hypothèque immobilière de premier rang d'une valeur de 1 000 000 \$ sur l'immeuble située au 274, rue Duchesnay, à Sainte-Marie-de-Beauce;

CANADA

COUR SUPÉRIEURE
(Division commerciale)
En matière de faillite et d'insolvabilité

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No. : 500-11- 041307-113

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

GBO, INC., une personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 1010, rue Sherbrooke Ouest, Suite 410, dans la Ville et le District de Montréal, Province de Québec, H3A 2R7

Débitrice / Requérante

et

RSM RICHTER INC., une personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 2, Place Alexis-Nihon, dans la Ville et le District de Montréal, Province de Québec, H3Z 3C2

Séquestre intérimaire

**REQUÊTE EN VUE DE LA NOMINATION D'UN SÉQUESTRE
INTÉRIMAIRE**

(Articles 47.1 et 47.2 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (« LFI »))

AU REGISTRAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE, CHAMBRE COMMERCIALE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LA DÉBITRICE / REQUÉRANTE, GBO, INC., EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

INTRODUCTION

1. La Débitrice, GBO, Inc. (« **GBO** »), anciennement connue sous le nom Groupe Bocenor Inc., est une compagnie régie par la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*, immatriculée le 9 janvier 1995;
2. GBO est une compagnie publique cotée à la Bourse de croissance TSX (TSX Venture Exchange), qui œuvre dans le domaine de la conception, développement, fabrication, marketing et distribution de portes et fenêtres en bois;

16. Afin de permettre à la Débitrice de bénéficier des fonds nécessaires pour payer ses dépenses essentielles pendant la période de l'Avis d'Intention, l'un de ses dirigeants lui a accordé un prêt d'urgence d'une somme de 250 000 \$, lequel prêt est garanti par hypothèque sur les équipements et sur l'immeuble situé au 274, rue Duchesnay, à Sainte-Marie-de-Beauce;

LA NÉCESSITÉ D'UN SÉQUESTRE INTÉRIMAIRE

17. Le compte de banque de la Débitrice à la Banque Royale du Canada est présentement en situation de découvert et ne peut plus être utilisé;
18. GBO et ses dirigeants évaluent présentement toutes leurs options pour assurer la reprise des opérations, dont notamment la mise en place d'un nouveau financement, l'identification d'investisseur(s) et/ou la vente des actifs;
19. Dans les circonstances, GBO sollicite une ordonnance afin de nommer un séquestre intérimaire, avec pouvoirs limités;
20. Le séquestre intérimaire aurait le mandat principal de contrôler les recettes et déboursés de la Débitrice et d'ouvrir un nouveau compte de banque en fidéicomis au nom de la Débitrice;
21. Le séquestre intérimaire procéderait, si jugé nécessaire, à dresser un inventaire des actifs de GBO et verrait à solliciter des offres d'achat des actifs et/ou de financement, à sa discrétion;
22. RSM Richter Inc. (M. Gilles Robillard) est compétente pour agir comme séquestre intérimaire et consent à agir en cette capacité;
23. La présente requête est présentée *ex parte*, étant donné l'urgence de la situation et qu'aucun créancier sera préjudicié par l'ordonnance sollicitée;
24. La nomination d'un séquestre intérimaire des biens de la Débitrice est nécessaire pour protéger l'actif de la Débitrice et les intérêts des créanciers;

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

- [1] **ACCUEILLIR** la requête en vue de la nomination d'un séquestre intérimaire de tous les biens (« Biens ») de GBO, Inc. (« GBO »);

SIGNIFICATION

- [2] **ABRÉGER** tout délai de signification, de production et de présentation de la présente requête;
- [3] **DISPENSER** GBO de toute autre signification de ladite requête;

- [4] **ACCORDER** à GBO et au séquestre intérimaire la permission de signifier l'ordonnance à intervenir en dehors des heures légales et des jours juridiques;

NOMINATION

- [5] **NOMMER** RSM Richter Inc. (Gilles Robillard) à titre de séquestre intérimaire aux Biens de GBO, jusqu'à l'approbation d'une proposition par le tribunal;

POUVOIRS DU SÉQUESTRE INTÉRIMAIRE

- [6] **AUTORISER** le séquestre intérimaire à contrôler les recettes et déboursés de la Débitrice;
- [7] **AUTORISER** le séquestre intérimaire à ouvrir un compte bancaire en fidéicomis au nom de la Débitrice auprès d'une institution bancaire reconnue;
- [8] **AUTORISER** le séquestre intérimaire à effectuer un inventaire des Biens;
- [9] **AUTORISER** le séquestre intérimaire à faire tous les actes nécessaires à la protection, la conservation, la mise en valeur et la mise en marché des Biens;
- [10] **AUTORISER** le séquestre intérimaire à poser tout geste en vue d'intéresser un ou des investisseurs ou des acheteurs éventuels des Biens;
- [11] **AUTORISER** le séquestre intérimaire à solliciter des offres de financement et/ou d'achat des Biens;
- [12] **DÉCLARER** que le séquestre intérimaire n'aura pas la saisine ni la possession des Biens de GBO et que les pouvoirs du séquestre intérimaire seront exercés à sa discrétion et selon son jugement;

HONORAIRES DU SÉQUESTRE INTÉRIMAIRE

- [13] **ORDONNER** que les honoraires et débours du séquestre soient garantis par une charge sur les Biens, sans nécessité de publication, prenant rang immédiatement après celle de Brome;

LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

- [14] **ORDONNER** que rien aux présentes ne constitue une obligation de la part du séquestre intérimaire d'occuper ou de prendre possession, contrôle, de prendre charge ou autrement gérer l'un quelconque des Biens qui pourrait être contaminé, qui pourrait être un polluant ou un contaminant ou qui pourrait causer ou contribuer à causer des dégâts environnementaux, relâcher des dépôts de substance contraire à toute législation provinciale, fédérale ou autre concernant la protection, la conservation ou la réhabilitation de l'environnement ou en regard de la disposition de produits, de déchets ou d'autres contaminants incluant, sans limitation, la *Loi sur la qualité de l'environnement (Québec)*, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* ou toute autre législation ou

réglementation fédérale, provinciale ou municipale de quelque nature que ce soit, étant entendu que rien aux présentes ne retire au séquestre intérimaire l'obligation de faire rapport ou de divulguer tel qu'il peut être tenu de le faire par toute législation environnementale. Le séquestre intérimaire ne sera point, aux termes des présentes, ou aux termes de quelque acte posé aux termes des présentes, présumé être en possession de l'un quelconque des Biens, tels que prévus à toute loi environnementale, le tout selon les termes de la LFI;

- [15] **DÉCLARER** que le séquestre intérimaire n'est pas, ni n'est réputé être un employeur ou un employeur successeur des employés de la Débitrice, ni un employeur lié à la Débitrice au sens de toute législation fédérale, provinciale ou municipale régissant l'emploi, les relations de travail, l'équité salariale, l'équité en matière d'emploi, les droits de la personne, la santé et la sécurité ou les prestations de retraite ou de toute autre loi, règlement ou autre règle de droit ou en *equity* à toute fin semblable et, de plus, que le séquestre intérimaire n'occupe pas et n'a pas la possession, la charge, la direction ou le contrôle des Biens ou des affaires et des finances de la Débitrice, ni n'est réputé occuper ou avoir la possession, la charge, la direction ou le contrôle des Biens ou des affaires et finances de la Débitrice, au sens de toute loi, de tout règlement ou de toute règle de droit ou en *equity*, fédéral, provincial ou municipal imposant une responsabilité à ce titre, notamment la *Loi sur la qualité de l'environnement (Québec)*, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* ou la *Loi sur la santé et la sécurité du travail (Québec)* ou d'autres lois fédérales ou provinciales similaires, le tout conformément à l'article 14.06 LFI;
- [16] **DÉCLARER** que le séquestre intérimaire bénéficiera pleinement de la protection de l'article 14.06 LFI;
- [17] **DÉCLARER** que le séquestre intérimaire est dégagé de toute responsabilité ou obligation par suite de sa nomination et de l'exécution de sa charge ou des dispositions de la présente ordonnance, exception faite de toute responsabilité ou obligation découlant de sa négligence grave ou de son inconduite délibérée. Aucune action ni autre procédure ne peut être intentée contre le séquestre intérimaire en raison de sa nomination, de sa conduite en tant que séquestre intérimaire ou de l'exécution de dispositions d'une ordonnance du tribunal, sauf avec l'autorisation préalable du tribunal et moyennant un préavis d'au moins sept jours au séquestre intérimaire. Les entités liées au séquestre intérimaire ou appartenant au même groupe ont également droit aux sauvegardes, avantages et privilèges conférés au séquestre intérimaire en vertu du présent paragraphe;

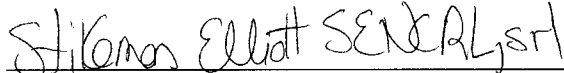
GÉNÉRALITÉS

- [18] **DÉCLARER** que la Débitrice ou le séquestre intérimaire peuvent de temps à autre présenter une demande au tribunal afin d'obtenir des directives concernant l'exercice de leurs pouvoirs, obligations et droits respectifs;
- [19] **ORDONNER** l'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution;

LE TOUT FRAIS A SUIVRE.

COPIE CONFORME

Montréal, ce 9 septembre 2011


STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.

[s] *Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.*

STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Procureurs de la Débitrice
GBO, Inc.

AFFIDAVIT

Je, soussigné, **Michel Megelas**, conseiller juridique, exerçant ma profession au sein de GBO, Inc., sise au 1010, rue Sherbrooke Ouest, suite 410, dans la ville et le district de Montréal, province de Québec, H3A 2R7, déclare solennellement ce qui suit :

1. Je suis le conseiller juridique de GBO, Inc., et représentant dûment autorisé de la Débitrice;
2. Tous les faits allégués à la présente requête sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ

[s] Michel Megelas

MICHEL MEGELAS

AFFIRMÉ solennellement devant moi, à Montréal, province de Québec, ce 9 septembre 2011

COPIE CONFORME

[s] Marie-Chantal Casey (172,390)

Stikeman Elliott SENECAL, s.r.l.

Commissaire à l'assermentation pour le Québec

STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.

N° : 500-11-

COUR SUPÉRIEURE
(Division commerciale)
En matière de faillite et d'insolvabilité

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

GBO, INC.

Débitrice / Requérante

et

RSM RICHTER INC.

Séquestre intérimaire

BS0350

Notre dossier : 131380-1001

REQUÊTE EN VUE DE LA NOMINATION D'UN
SÉQUESTRE INTÉRIMAIRE
(Articles 47.1 et 47.2 de la Loi sur la faillite et
l'insolvabilité (« LFI »))

COPIE

Me Matthew Liben

(514) 397-3115

Télécopieur : (514) 397-3636

STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1155, boulevard René-Lévesque Ouest, 40^e étage
Montréal, Québec, H3B 3V2

CANADA

COUR SUPÉRIEURE
(Division commerciale)
En matière de faillite et d'insolvabilité

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No. : 500-11- 041307-113

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

GBO, INC.

Débitrice / Requérante

et

RSM RICHTER INC.

Séquestre intérimaire

LISTE DE PIÈCES

PIÈCE RSI-1 : Copie de l'avis d'intention de faire une proposition daté du
9 septembre 2011

COPIE CONFORME

Montréal, ce 9 septembre 2011


STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.

[s] Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.

STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.
Procureurs de la Débitrice
GBO, Inc.



**Bureau du surintendant
des faillites Canada**

**Office of the Superintendent
of Bankruptcy Canada**

Un organisme
d'Industrie Canada

An Agency of
Industry Canada

District de : Québec
No division : 01 - Montreal
No cour : 500-11-041307-113
No dossier : 41-1537676

Dans l'affaire de l'avis d'intention de faire une
proposition de :

GBO Inc
Personne insolvable
RSM RICHTER INC.
Syndic

Date de l'avis d'intention : 09 septembre 2011

CERTIFICAT DE DÉPÔT D'UN AVIS D'INTENTION DE FAIRE UNE PROPOSITION
paragraphe 50.4(1)

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que la personne insolvable susmentionnée a déposé un avis d'intention de faire une proposition en vertu du paragraphe 50.4(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Conformément au paragraphe 69(1) de la Loi, toutes les procédures contre la personne insolvable susmentionnée sont suspendues à compter de la date du dépôt de l'avis d'intention.

Date: 09 septembre 2011, 13:28

E-File/Dépôt Electronique

Séquestre officiel

, 5, Place Ville Marie, 8e étage, Montréal Canada, H3B2G2, (877)376-9902

Canada

District of: Quebec
Division No. 01 - Montréal
Court No. 500-
Estate No.


- FORM 33 -
Notice of Intention To Make a Proposal
(Subsection 50.4(1) of the Act)

In the matter of the Proposal of
GBO Inc.
Of the City of Montreal
In the Province of Quebec

Take notice that:

1. I, GBO Inc, an insolvent person, state, pursuant to subsection 50.4(1) of the Act, that I intend to make a proposal to my creditors.
2. RSM Richter Inc. of 2 Place Alexis Nihon, Suite 1820, Montréal, QC, H3Z 3C2, a licensed trustee, has consented to act as trustee under the proposal. A copy of the consent is attached.
3. A list of the names of the known creditors with claims of \$250 or more and the amounts of their claims is also attached.
4. Pursuant to section 69 of the Act, all proceedings against me are stayed as of the date of filing of this notice with the official receiver in my locality.

Dated at the City of Montréal in the Province of Quebec, this 9th day of September 2011.



GBO Inc
Insolvent Person

To be completed by Official Receiver:

Filing Date _____

Official Receiver

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
3264289 CANADA INC.	1010 SHERBROOKE WEST SUITE 410 MONTREAL QC H3A 2R7		128,165.63
360 INNOVATIONS	182-A BOUL. IBERVILLE REPENTIGNY QC J6A 1Y8		102,017.06
9218-1999 QUEBEC INC.	8301 RUE MARCONI MONTREAL QC H1J 2W4		2,604.27
9227-2228 QUEBEC INC.	MATERIAUX DECOREN 1276, BOUL. VACHON NORD STE-MARIE BEAUCE QC G6E 1N2		6,406.78
A. LAPOINTE & FILS	175 RUE DU COUVENT ST-ROMAIN QC G0Y 1L0		1,057.45
ABRASIFS J.J.S. INC.	900, CHEMIN OLIVIER ST NICHOLAS QC G7A 2N1		776.02
ADFAST QUEBEC INC.	C.P. 11392 SUCC. CENTRE VILLE MONTREAL QC H3C 5H1		28,675.16
AG BOIS INC.	9224-5737 QUÉBEC INC. 895, 83IEME RUE ST-GEORGES QC G5Y 7K7		106,657.35
AGENCES R. CANTIN INC.	705, AVE. GODIN QUEBEC QC G1M 3E6		543.88
AIR-INS INC.	1320 BOUL. LIONEL-BOULET VARENNES QC J3X 1P7		11,473.62
AKZONOBEL	C.P. 300, SUCC. A LONGUEUIL QC J4H 3X6		986.36
ALLIGACOM INC.	4220 DE ROUEN, SUITE 200 MONTREAL QC H1V 3T2		757.85
ALSCO	1150, DES ARDENNES QUEBEC QC G1N 4J3		1,230.78
ALUMICO METAL ET OXYDAT	4343, HOCHELAGA, STE 100 MONTREAL QC H1V 1C2		6,260.42
ANACOLOR LTEE	4290, ST-FELIX CAP-ROUGE QC G1Y 1X5		859.86
ARIBELL PRODUCTS LIMITE	71 WHITMORE ROAD WOODBIDGE ON L4L 8G5		601.22
ATELIERS D'USINAGE V &	588, 14IEME AVENUE, C.P. 58 LA GUADELOUPE, BEAUCE SUD QC G0M 1G0		691.44
ATLANTIS POMPES STE-FOY	1844, BOUL HAMEL QUEBEC QC G1N 3Z2		347.24

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
AUTO QUIRION & DROUIN I	490, BOUL. VACHON NORD STE-MARIE BEAUCE QC G6E 1M1		559.50
AUTOMATISATION JRT INC.	405, AVENUE GALILEE QUEBEC QC G1P 4M6		3,039.06
B.C.L. ENR	1860, 191 E RUE EST ST-GEORGES QC G5Y 5B8		1,728.24
BARNES DISTRIBUTION (A&	UNIT 202 2595, SKYMARK AVENUE MISSISSAUGA ON L4W 4L5		1,127.22
BELMARK	P.O. BOX 5310 600 HERITAGE ROAD DE PERE WI 54115-5310 USA		268.50
BILL RUSSEL	4 ROSE COURT WASAGA BEACH ON L9Z 1H9		2,704.48
BLUE MOUNTAIN WALLCOVER	1400 GRAHAM BELL BOUCHERVILLE QC J4B 6H5		22,957.60
BOIS NEOS INC.	C.P. 66 175, LOUIS HEBERT MASCOCHE QC J7K 3C1		72,147.43
BOLDUC & BOLDUC INC.	3000, RUE WATT #12 STE-FOY QC G1X 3Y8		349.69
BROADRIDGE	TORONTO STATION "A" P.O. BOX 57461 TORONTO ON M5W 5M5		442.97
BROME CORPORATION FINANCIERE	TOUR EST SUIT 700 550 SHERBROOKE ST W MONTREAL QC H3A 1B9		1,834,805.92
BUREAUTHEQUE GUY DROUIN	13875 BOULEVARD LACROIX ST-GEORGES QC G5Y 1P6		27,378.09
BUREAUTIQUE COTE-SUD IN	49, ST-JEAN-BAPTISTE EST MONTMAGNY QC G5V 1J6		1,495.26
BUREAUTIQUE GUY DROUIN	13875, BOUL. LACROIX ST-GEORGES QC G5Y 1P6		2,538.54
C/KLEAN WINDOWS	53 BENJAMIN CRESCENT ORANGEVILLE ON L9W 5J2		1,136.77
CAMFIL FARR (CANADA) IN	2785 FRANCIS HUGHES AVE LAVAL QC H7L 3J6		938.58
CANPLEX LTEE	3320, RUE MARCONI MASCOCHE QC J7K 3N6		1,098.51

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
CARDINAL IG - WILKES BA	50 ELMWOOD ROAD MOUTAIN TOP PA 18707 USA		377,834.00
CD IMPACT INC.	LOCAL 106 3075, BOUL. WILFRID-HAMEL QUEBEC QC G1P 4C6		419.31
CENTRE DE L'AUTO FO-VEL	640, BOUL. VACHON NORD STE-MARIE QC G6E 1M2		388.47
CENTRE D'OUTILLAGE LB.	LOCAL 100 355, ROUTE DU PONT SAINT-NICOLAS QC G7A 0B9		3,245.57
CFER DE BELLECHASSE	3E AVENUE DU COUVENT ST-RAPHAEL QC G0R 4C0		259.18
CHRISTOPHER WOOD	SUITE 410 1010 SHERBROOKE OUEST MONTREAL QC H3A 2R7		265,000.00
CHUBB SECURITY SYSTEMS	UNIT #1 2740 MATHESON BLVD EAST MISSISSAUGA ON L4W 4X3		708.58
CLAUDEL LACHANCE	454, DE LA SABLIERE, APP. 2 Ste MARIE QC G6E 3G9		263.87
CLINIQUE ROBERT ET LIZO	4205, 4e AVENUE OUEST QUEBEC QC G1H 7A6		920.00
CLUB SOCIAL USINE SAINTE-MARIE	274RUE DUCHESNAY SAINTE MARIE QC G6E 3C2		47,000.00
CM WINDOWS & DOORS	P.O. BOX 284 ALEXANDRIA ON K0C 1A0		321.49
CNW TELBEC	3E ÉTAGE 2000, AVE MCGILL COLLEGE MONTRÉAL QC H3A 3H3		1,466.21
COM. SCOLAIRE LA COTE-	C.P. 143 MONTMAGNY QC G5V 3S5		2,905.96
COM.SCOL. BEAUCE-ETCHEM	1925, 118E RUE ST-GEORGES QC G5Y 7R7		12,827.07
COMAIRCO	5535, ERNEST-CORMIER LAVAL QC H7C 2S9		4,294.80
COMBUSTION EXPERT INC.	460, DESSUREAULT TROIS-RIVIERES QC G8T 2L9		9,342.53
COMPUTERSHARE	SERV. DES COMPTES A RECEVOIR 100 AVENUE UNIVERSITY, 11E ETAGE TORONTO ON M5J 2Y1		3,828.88

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
CONCEPTION R.P. INC.	405, AVE GALILEE QUEBEC QC G1P 4M6		441.47
CONSTRUCTIONS M.S.W. IN	585, ST-ETIENNE NORD STE MARIE QC G6E 3A7		2,713.94
CONT-A-C-T	LOCAL 103 787, AVENUE GUY POULIN ST JOEPH QC G0S 2V0		4,812.38
CORPORATION FINANCIERE	TOUR EST, SUITE 700 550, RUE SHERBROOKE OUEST MONTREAL QC H3A 1B9		33,269.83
COURRIER PUROLATOR LTEE	P O. BOX 1100, ETOBICOKE STN ETOBICOKE ON M9C 5K2		2,141.12
CREDIT BAIL CLE	BUREAU 202 2200 RUE DE LA SIDBEC SUD TROIS-RIVIERES QC G8Z 4H1		11,312.75
DAN HABUDA	193, SUMAC DRIVE KINGSVILLE ON N9Y 3R1		4,083.70
DE GRANDPRE JOL1-COEUR	BUREAU 1600 2000, AVE MCGILL COLLEGE MONTREAL QC H3A 3H3		387.35
DEN-JETH ELECTRIQUE INC	280, AVE DROUIN ST MARIE QC G6E 3L2		2,941.95
DEV.PME CHAUDIERE-APPA	BUREAU 200 2055, BOUL. DE LA RIVE-SUD ST-ROMUALD QC G6W 2S5		512.66
DHL GLOBAL FORWARDING	14076 COLLECTIONS CENTER DRIVE CHICAGO IL 60693 USA		3,471.00
DION, BASTIEN	19, RUE DES NOISETIERS ORFORD QC J1X 7B6		7,200.00
DORN COLOR INC.	11555 BEREAD ROAD CLEVELAND OH 44102 USA		11,178.07
DYNAPLAST E)CTRUCO INC.	10500, RUE COLBERT ANJOU QC H1J 2H8		51,763.53
ECCE TERRA, ARPENTEURS-	BUREAU 201 1131, BOUL VACHON NOD SAINTE-MARIE QC G6E 1M9		4,557.00
ECLAIRAGES LUMEX	2660, BRABANT-MARINEAU VILLE ST-LAURENT QC H4S 1L1		581.38

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
EMBALLAGES LP. AUBUT I	PARC ST-MALO 1135, RUE TAILLON QUEBEC QC G1N 4G7		4,687.67
EMPLOYEE ACCRUAL (SALARY AND VACATION)	2 PLACE ALEXIS NIHON #1820 MONTREAL QC H3Z 3C2		729,201.71
EQUIPEMENT STRONGCO	1640, ENTREPRISE ROAD MISSISSAUGA ON L4W 4L4		2,513.26
EQUIPEMENTS GIMAR INC.	1255, 2E RUE STE-MARIE DE BEAUCE QC G6E 1G7		704.95
ERGOKINOX	8, RUE DES TREMBLES STE-HÉLÈNE-BREAKEYVILLE QC G0S 1E1		2,027.64
ETIQUESSE INC.	200-C STE-CHRISTINE ST JOPEPH QC G0S 2V0		323.40
EXTINCTEUR STE-MARIE EN	204, AVENUE DES CHAMPS STE-MARIE QC G6E 2X4		1,193.93
FASCO DIE CAST INC.	6625 ORDAN DRIVE MISSISSAUGA ON L5T 1X2		862.48
FASKEN MARTINEAU DUMOUL	BUREAU 800 140, GRANDE ALLÉE EST QUEBEC ON G1R 5M8		8,048.23
FEDERAL EXPRESS	P.O. BOX 4626 TORONTO STATION A TORONTO ON M5W 5B4		12,528.23
FERCO, FERRURES DE BAT.	2000 RUE BERLIER LAVAL QC H7L 4S4		35,589.32
FINITION SMB	375A, LAJEUNESSE OUEST ST-JEROME QC J7Y 4E4		410.14
FORMULES D'AFFAIRES MOD	185, BOUL. DES CEDRES QUEBEC QC G1L 1M8		3,181.76
FORTIER, CLEMENT	965,, RUE PANNETON SHERBROOKE QC J1K 2B3		8,800.00
FRATERNITE NATIONALE DES FORESTIER ET TRAVAILLEURS D'USINE	SECTION LOCALE 299 4805 BLVD LAPINIÈRE BROSSARD QC J4Z 3H8		10,000.00
FTQ	BUREAU 200 545 BOUL. CREMAZIE EST MONTREAL QC H2M 2W4		23,000.00
G.N. JOHNSTON EQUIPMENT	5990 AVEBURY ROAD MISSISSAUGA ON L5R 3R2		447.62

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
GENISYS GROUPE CONSEIL	BUREAU 350 390, BOUL. CHAREST EST QUEBEC QC G1K 3H4		1,841.60
GOODFELLOW INC.	225, RUE GOODFELLOW DELSON QC J0L 1G0		56,307.10
GRAFCO CUSTOM PROFILE W	20 REGINA ROAD WOODBIDGE ON L4L 8L6		4,927.86
GROUPE CAMERON	3925, RUE LESAGE SHERBROOKE QC J1L 2Z9		1,015.65
GROUPE ISOLOFOAM INC.	1346, BOUL. VACHON NORD STE-MARIE QC G6E 1N4		3,750.50
GROUPE ROBERT INC.	500 ROUTE 112 ROUGEMONT QC J0L 1M0		116,246.68
HEENAN BLAIKIEAUBUT	BUREAU 600 900, BOUL. RENE-LEVESQUE EST QUEBEC QC G1R 2B5		111,866.84
HOPPE NORTH AMERICA, IN	DEPT CH 17950 PALATINE IL 60055-7950 USA		3,932.27
HYDRO QUEBEC	C.P. 11022, SUCC. CENTRE-VILLE MONTREAL QC H3C 4V6		68,242.61
IBM CANADA	1360 BOULEVARD RENE LEVESQUE OUEST MONTREAL QC H3G 2W6		11,072.38
IMPRIMERIE BO-MODELE IN	319, RUE DU PONT SCOTT-JONCTION BEAUCE QC G0S 3G0		7,327.28
INDUSTRIES RADISSON INC	136, BOUL. LEON-VACHON ST-LAMBERT-DE-LAUZON QC G0S 2W0		722.32
INOVEX CONSEILS INC.	7384, ST-DENIS MONTREAL QC H2R 2E4		22,076.09
IRON MOUNTAIN	STATION A P.O. BOX 3527 TORONTO QC M5W 3G4		5,778.81
IT GENERATION	SUITE # 410 1010 SHERBROOKE OUEST MONTREAL QC H3A 2R7		81,419.24
J. LAROCHELLE SODOMAC	208, ROUTE 116 SAINT-GILLES, LOTBINIERE QC G0S 2P0		1,572.16
JACOBS & THOMPSON INC.	PO BOX, 9680 STN A C / O T9680 TORONTO ON M5W 1P8		948.32

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
JEAN LORD	448, RUE NOTRE DAME SUD STE-MARIE QC G6E 2V8		296.47
JEAN ROY	2627, PLACE DES GRIVES LAVAL QC H7L 3W4		2,925.03
JOINTAGE MOULURES CORY	532, RUE PRINCIPALE ST-THEOPHILE QC G0M 2A0		65,787.90
JOSEPH J. COTROFELD	7 STAULTERS FARM ROAD BALLSTON SPA NY 12020 USA		1,789.10
KELCO PAINTING INC.	9704, ASHBY RD. FAIRFAX VA 22031-3501 USA		2,900.00
KEYSTONE CERTIFICATIONS	564 OLD YORK RD, SUITE #5 ETTERS PA 17319 USA		5,170.00
L. ROBERTO LOMAS, P.E.	1432, WOODFORD RD LEWISVILLE NC 27023 USA		1,250.00
LAUTHENTIQUE POSE CAFE	9555, 10E AVENUE SAINT-GEORGES QC G5Y 8J8		1,192.54
LEITZ TOOLING SYSTEMS C	550 TRILLIUM DRIVE UNIT 13 KITCHENER ON N2R 1K3		6,654.37
LES CHARIOTS ELEVATEURS	915, AVENUE GODIN VILLE-VANIER QC G1M 2X5		705.89
LES PERES NATURE (STE-M	590, VACHON NORD STE-MARIE QC G6E 1M2		456.85
LINDE CANADA LIMITEE	PO BOX 11451 MONTREAL QC H3C 5K3		2,989.92
LOCATION HOLAND (1995)	8525, BOULEVARD DECARIE MONT ROYAL QC H4P 2J2		2,119.01
LOGICIELS SATURNE INC.	2, RUE DU JARDIN PONT ROUGE QC G3H 3R7		2,705.72
LYNNE BILODEAU	4334, RUE MICHEL-ANGE SHERBROOKE QC J1N 3W8		1,017.70
M.I.S. INC.	5687, CHEMIN ST-FRANCOIS ST-LAURENT QC H4S 1W6		3,120.72
MARCHES DE PRESTIGE REN	397, 2E RUE DAVELUYVILLE QC G0Z 1C0		4,654.03
MATERIAUX ST-ISIDORE	191, RUE STE-GENEVIEVE ST-ISIDORE, DORCHESTER QC G0S 2S0		2,030.13
MAURICE BERNIER INC.	2933 DES HETRES SHAWINIGAN QC G9N 3B3		266.18

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
MCBRIDE, ROSS	460 RICHMOND STREET WEST, SUITE 400 TORONTO ON M4V 1Y1		800.00
MCMASTER-CARR SUPPLY CO	P.O. BOX 7690 CHICAGO IL 60680-7690 USA		644.02
MEDIAL CONSEIL SANTE SE	1995, RUE FRANK-CARREL BUREAU 320 QUEBEC QC G1N 4H9		9,373.39
METROLAND NORTH MEDIA	MUSKOKA REGION 67 JAMES STREET, PO BOX 370 PARRY SOUND ON P2A 2X4		682.50
MI METALS	1517 RT 209 MILLERSBURG PA 17061 USA		45,634.94
MICROAGE	412 HÉRIOT BUREAU 101 DRUMMONDVILLE QC J2B 1B5		6,354.84
MILLOGICIEL INC.	6400, 27E AVENUE ROSEMONT MONTREAL QC H1T 3J7		1,207.61
MISYS INC.	CARREFOUR MASSON-HAMEL 3920 B, BOUL. WILFRID-HAMEL QUEBEC QC G1P 2J2		1,969.77
MOTION CANADA, INC.	SUCC. CENTRE-VILLE P.O. #11558 MONTREAL QC H3C 5N7		2,682.39
MOUSTIQUAIRES ST-APOLLI	690, CHEMIN OLIVIER ST-NICOLAS QC G7A 2N6		44,137.39
MULTIVER LTEE	436, BERUBE QUEBEC QC G1M 1C8		414,405.98
MULTIVER LTEE	436, BERUBE QUEBEC QC G1M 1C8		208,452.21
MULTIVER LTEE	436, BERUBE QUEBEC QC G1M 1C8		1,702.27
MUNICIPALITE ST-FRANC01	534, CH ST-FRANCOIS OUEST ST-FRANCOIS QC G0R 3A0		4,818.24
MUNICIPALITE ST-RAPHAEL	19, AVENUE CHANOINE-AUDET ST-RAPHAEL QC G0R 4C0		916.82
NFRC	SUITE 140 6305 IVY VANE, GREENBELT MD 20770		577.50
NORAMPAC	400 BOUL. DE LA BONAVENTURE VICTORIAVILLE QC G6T 1V8		12,055.05
NOVALUX	11760, 2E AVENUE EST ST GEORGES QC G5Y 1W6		4,917.97

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
NRLA INC.	585 NORTH GREENBUSH RD. RENSSELAER NY 12144-9453 USA		1,100.00
NUMERIQUE TECHNOLOGIES	131, NOTRE-DAME OUEST THETFORD MINES QC G6G 1J4		772.76
OUELLET, JEAN-PIERRE	1100, BOUL. RENE LEVESQUE OUES, SUITE 1313 MONTREAL QC H3B 4N4		8,800.00
OUINCAILLERIE RABEL	1100 ARMAND BOMBARDIER TERREBONNE QC J6Y 1R9		2,481.12
OUTILLAGE INDUSTRIEL QU	395, RUE MARCONI STE-FOY QC G1N 4A5		1,179.31
OUTILS B.G.R. DIVISION	1060, CHEMIN OLIVIER DK-SPEC INC. ST-NICOLAS QC G7A 2M7		5,221.71
OUTILS GLADU INC.	3020, 95E RUE ST-GEORGES QC G6A 1E2		3,885.46
PEINTURE INDUSTRIELLE D	690, CHEMIN OLIVIER, PORTE 8 ST-NICOLAS QC G7A 2N2		8,289.01
PEINTURE JACQUES DROUIN	350, SAINT-VALLIER OUEST QUEBEC QC G1K 1K6		298.09
PEINTURES INDUSTRIELLES	2503 DE LA METROPOLE LONGUEUIL QC J4G 1E5		3,840.80
PHILIAS BLAIS & F1LS EN	218, RIVIERE-SUD ST FRANCOIS QC G0R 3A0		13,644.13
PHILIPPE GOSSELIN & ASS	PARC INDUSTRIEL 424, 2E AVE STE-MARIE QC G6E 1B6		1,000.80
PNEUS ST-DAVID INC.	3795, BOUL. DE LA RIVE-SUD LEVIS, QC QC G6W 1H9		1,529.93
PRO-CO BEAUCE	797, RUE MARCOUX 9072-7892 QUE. INC. STE-MARIE QC G6E 3E8		4,588.03
PRODUITS CAPITAL INC.	LOCAL 130 1165, RUE LOMER-GOUIN QUEBEC QC G1N 1T3		1,795.80
PRODUITS FORESTIERS ALP	C.P. 586 PREVOST QC J0R 1T0		83,894.49
PROFOM	1055 AUTOROUTE 440 OUEST LAVAL QC H7L 3W3		1,326.63

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
PROPANE G.R.G. INC.	425, 2E AVE PARC INDUSTRIEL C.P. 147 STE-MARIE QC G6E 3B4		568.49
PROPRE T.G.H.	60 DESFORGES GATINEAU QC J8R 2W1		1,698.93
PUBLICATIONS CCH LTEE	300-90 SHEPPARD AVE. EAST TORONTO ON M2N 6X1		363.56
PURVES REDMOND &ASSOCI	SUITE 1100 1200, MCGILL COLLEGE AVE. MONTREAL QC H3B 4G7		75,295.26
QUEBEC LINGE CO.	1230, DES ARTISANS QUEBEC QC G1N 4H3		1,641.28
QUINCAILLERIE LION LTEE	64 RUE GRONDIN SAINT-JACQUES NB E7B 1J6		1,722.13
RAYMOND, CHABOT,GRANT,T	BUREAU 200 140 GRANDE ALLEE EST QUEBEC QC G1R 5P7		92,922.07
RECEIVER GENERAL OF CANADA (DAS)	CENTRE D'ARRIVAGE REGIONAL EN INSOLVABILITE 25, RUE DES FORGES, BUREAU 111 TROIS-RIVIERES QC G9A 2G4		21,874.59
REMY DEBLOIS	223 DE LA FABRIQUE STE-MARGUERITE QC G0S 2X0		650.00
RENE BERNARD INC.	88, AVENUE LAMBERT BEAUCEVILLE QC G5X 3N4		468,535.44
RESSORTS D'AUTO ET CAM	CENTRE INDUSTRIEL 2090, 5E RUE ST-ROMUALD QC G6W 5M6		992.76
REVENU QUEBEC (DAS)	1600, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST MONTREAL QC H3H 2V2		37,557.19
ROBERT COUILLARD	129, RANG 11 ST-PIERRE DE BROUGHTON QC G0N 1T0		819.52
ROBIN ROBERTS	13 PLANK ROAD HOLLAND LANDING ON L9N 1C1		6,363.60
ROCK LESSARD	499, BOUL TASCHEREAU SUD STE-MARIE QC G6E 3H6		278.19
RODRIGUE METAL LTEE	CENTRE INDUSTRIEL 1890, 1ERE RUE ST-ROMUALD, QC QC G6W 5M6		7,533.29

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
ROYAL BANK OF CANADA	MEZZ 1 1 PLACE VILLE MARIE MONTREAL QC H3C 3B5		28,626.84
RSM RICHTER INC.	BUREAU 2200 2, PLACE ALEXIS NIHON MONTREAL QC H3Z 3C2		56,437.50
S.A.A.Q.	2 PLACE ALEXIS NIHON #1820 MONTREAL QC H3Z3C2		4,316.05
S.O.S. EXPERT	559 LAMONTAGNE ST-JÉROME QC J5L 2M7		934.19
SAMSON BELAIR DELOITTE	BUREAU 400 925, GRANDE ALLEE OUEST QUEBEC QC G1S 4Z4		20,881.88
SCHLEGEL CANADA INC.	P.O. BOX 218 514 SOUTH SERVICE ROAD OAKVILLE ON L6J 5A2		12,181.05
SCM GROUP CANADA INC	1180 LORIMAR DR. MISSISSAUGA ON L5S 1M9		8,692.78
SCREENS-R-US INC.	275 RANG GASPE ST-APOLLINAIRE QC G0S 2E0		4,201.34
SELECTCOM TELECOM	5310 JEAN TALON EST MONTREAL QC H1S 1L3		1,448.29
SENTINELLE TECHNOLOGIES	14, RUE DU DAHLIA PONT ROUGE QC G3H 3S4		2,460.78
SERV10ES SPECIAUSES L	257, ROUTE CHASSE STE-MARIE QC G6E 3L1		376.46
SERVICE ENTRETIEN MENAG	1094. BOUL VACHON SUD SAINTE-MARIE QC G6E 2S5		20,459.26
SOCIETE TELUS COMMUNICA	C.P. 2070, R0622 RIMOUSKI QC G5L 7E4		2,064.37
SOLUTIONS BONNEVILLE (L	300, MACDONALD BLVD ALEXANDRIA ON K0C 1A0		15,900.00
SOLUTIONS BONNEVILLE (S	300, BOUL. MACDONALD ALEXANDRIA ON K0C 1A0		22,503.67
SOLUTIONS BONNEVILLE (S	300, MACDONALD BLVD ALEXANDRIA ON K0C 1A0		2,606.29
SOUDURE MOBILE YVES FOR	1818 ROUTE KENNEDY NORD STE-MARIE DE BEAUCE QC G6E 3A9		524.63
SPECIALITES INDUST. HAR	6600, BOUL. PIERRE-BERTRAND N QUEBEC QC G2J 1S7		2,543.32

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
SSQ	CP 10500 succ Sainte-Foy QUEBEC QC G1V 4H6		44,125.87
STE-MARIE LOCATION	1340, 1 IERE RUE STE-MARIE BEAUCE QC G6E 1H4		252.68
STEPHANE BLANCHET	2129, ROUTE 269 ST-GILLES QC G0S 2P0		296.46
SUPERIEUR PROPANE INC	485, 2E AVENUE ST-ROMUALD QC G6W 5M6		4,039.43
TAXI BL STE-MARIE	1395, NOTRE-DAME NORD STE-MARIE QC G6E 2L9		719.73
TEAM- EQUIPE DE CREATIO	1328, 1ERE RUE, PARC INDUST. STE-MARIE QC G6E 1H4		3,163.33
TELUS IVOBIUTE	SUCC. CENTRE-VILLE C.P. 11049 MONTREAL QC H3C 4Y5		6,903.72
TERRY MACKEY+	621, TRAILVIEW DRIVE PETERBOROUGH ON K9J 8K3		4,118.71
TITICUS CREEK CONSTRUCT	41 THUNDER HILL LANE RIDGEFIELD CT 68770 USA		2,777.71
TOITURES R. MARTIN LTEE	1775, BOUL. WILFRID-HAMEL QUEBEC QC G1N 3Y9		8,290.80
TRUTH HARDWARE	P.O. BOX 60148 CHARLOTTE, NC 28260-0148 USA		31,476.99
TRUTH HARDWARE (BRAMPTO)	PO BOX 4269, POSTAL STATION A C/O TH0018 TORONTO ON M5W 5V2		1,225.64
ULTRAFAB INC.	1050 HOOK ROAD ATTN: ACCOUNTS RECEIVABLE FARMINGTON NY 14425 USA		334.59
ULTRAMAR LTEE	PO BOX 11446 MONTREAL QC H3C 5J6		5,266.85
UNI-VERRE ROUYN-NORANDA	C.P. 212 160, PRINCIPAL EST EVAIN QC J0Z 1Y0		986.86
UPS SCS, INC.	CP 689, SUCCURSALE ST-LAURENT ST-LAURENT QC H4L 4V9		7,037.24
VALTEC INC.	10041, RUE RENAUDE-LAPOINTE ANJOU QC H1J 2T4		406.03
VEOLIA ES MATIERES RESI	139, 181e RUE BEAUCEVILLE QC G5X 2S9		4,873.62

List of Creditors with claims of \$250 or more.			
Creditor	Address	Account#	Claim Amount
VIDEOJET TECHNOLOGIES C	6500 VISCOUNT ROAD MISSISSAUGA ON L4V 1H3		974.40
VILLE DE SAINTE-MARIE	C.P. 1750 270, MARGUERITE BOURGEOIS SAINTE-MARIE BEAUCE QC G6E 3C7		36,696.01
VISQUE	SUITE 300 5200 HOCHELAGA MONTREAL QC H1V 1G3		8,009.98
WINDOW SUPPORT SYSTEM	NW-7081 P.O. BOX 1450 MINNEAPOLIS MN 55485-7081 USA		799.90
WOOD, CHRISTOPHER	SUITE 410 1010 SHERBROOKE OUEST MONTREAL QC H3A 2R7		4,000.00
WOOD, DENIS	1061, CHEMIN GEORGEVILLE MAGOG QC J1X 3W4		3,200.00
Total			6,708,754.92

- Proposal Consent -

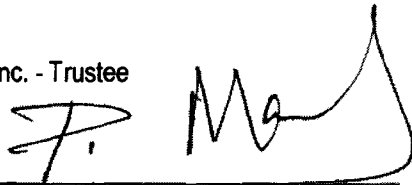
To whom it may concern,

This is to advise that we hereby consent to act as trustee under the Bankruptcy and Insolvency Act for the proposal of GBO Inc.

Dated at the City of Montréal in the Province of Quebec, this 8th day of September 2011.

RSM Richter Inc. - Trustee

Per:

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Manel', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.

Philip Manel, CA, CPA, CIRP

2 Place Alexis Nihon, Suite 1820

Montréal QC H3Z 3C2

Phone: (514) 934-3497 Fax: (514) 934-3504


**WRITTEN RESOLUTION
OF THE SOLE DIRECTOR**
of
GBO INC.
(the "Corporation")

BE IT RESOLVED:

THAT the Corporation do forthwith make a Notice of Intention to Make a Proposal for the general benefit of its creditors pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), naming RSM Richter Inc. as Interim Receiver and Trustee, and that such Notice be filed with the Official Receiver in Montréal, Québec; and

THAT Mr. Christopher Wood or Mr. Michel Megelas, acting alone, be and they are hereby authorized and directed to execute the said Notice for and on behalf of the Corporation, and the said Christopher Wood or Michel Megelas, acting alone, be and they are hereby authorized to execute and deliver all such other documents and to do all such other acts and things on behalf of the Corporation as may be necessary or desirable in connection with such Notice.

The foregoing resolutions are passed as evidenced by the signature of the sole director of the Corporation effective as of September 9th, 2011.



Christopher Wood

NOTICE TO THE OFFICER OF THE INSOLVENT PERSON

GBO Inc.

You are hereby notified of the duties imposed upon you by the *Bankruptcy and Insolvency Act* and certain other features of this Act that affect you in your capacity as a bankrupt or an insolvent person (or, when the bankrupt is a limited company, an officer designated by section 159 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*). You are expected to study this document carefully as a breach of your duty hereunder set out would make you liable to criminal prosecution.

Section 67

1) The property of a bankrupt divisible among his creditors shall not comprise:

a) property held by the bankrupt in trust for any other person;

b) any property that as against the bankrupt is exempt from execution or seizure under any laws applicable in the province within which the property is situated and within which the bankrupt resides;

b.1 goods and services tax credit payments that are made in prescribed circumstances to the bankrupt and that are not property referred to in paragraph a) or b);

b.2 prescribed payments relating to the essential needs of an individual that are made in prescribed circumstances to the bankrupt and that are not property referred to in paragraph a) or b); or

b.3 without restricting the generality of paragraph (b), property in a registered retirement savings plan or a registered retirement income fund, as those expressions are defined in the *Income Tax Act*, or in any prescribed plan, other than property contributed to any such plan or fund in the 12 months before the date of bankruptcy,

but it shall comprise

c) all property wherever situated of the bankrupt at the date of the bankruptcy or that may be acquired by or devolve on the bankrupt before their discharge, including any refund owing to the bankrupt under the *Income Tax Act* in respect of the calendar year — or the fiscal year of the bankrupt if it is different from the calendar year — in which the bankrupt became a bankrupt, except the portion that:

(i) is not subject to the operation of this Act, or

(ii) in the case of a bankrupt who is the judgment debtor named in a garnishee summons served on Her Majesty under the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*, is garnishable money that is payable to the bankrupt and is to be paid under the garnishee summons, and;

d) such powers in or over or in respect of the property as might have been exercised by the bankrupt for his own benefit.

2) Subject to subsection (3), notwithstanding any provision in federal or provincial legislation that has the effect of deeming property to be held in trust for Her Majesty, property of a bankrupt shall not be regarded as held in trust for Her Majesty for the purpose of paragraph (1)(a) unless it would be so regarded in the absence of that statutory provision.

3) SubSection (2) does not apply in respect of amounts deemed to be held in trust under subSection 227(4) or (4.1) of the *Income Tax Act*, subSection 23(3) or (4) of the *Canada Pension Plan* or subSection 86(2) or (2.1) of the *Employment Insurance Act* (each of which is in this subSection referred to as a "federal provision") nor in respect of amounts deemed to be held in trust under any law of a province that creates a deemed trust the sole purpose of which is to ensure remittance to Her Majesty in right of the province of amounts deducted or withheld under a law of the province where:

a) that law of the province imposes a tax similar in nature to the tax imposed under the *Income Tax Act* and the amounts deducted or withheld under that law of the province are of the same nature as the amounts referred to in subSection 227(4) or (4.1) of the *Income Tax Act*, or;

b) the province is a "province providing a comprehensive pension plan" as defined in subSection 3(1) of the *Canada Pension Plan*, that law of the province establishes a "provincial pension plan" as defined in that subSection and the amounts deducted or withheld under that law of the province are of the same nature as amounts referred to in subSection 23(3) or (4) of the *Canada Pension Plan*.

and for the purpose of this subsection, any provision of a law of a province that creates a deemed trust is, notwithstanding any Act of Canada or of a province or any other law, deemed to have the same effect and scope against any creditor, however secured, as the corresponding federal provision.

Section 158

The bankrupt shall:

a) make discovery of and deliver all his property that is under his possession or control to the trustee or to any person authorized by the trustee to take possession of it or any part thereof

a.1) in such circumstances as are specified in directives of the Superintendent, deliver to the trustee, for cancellation, all credit cards issued to and in the possession or control of the bankrupt;

b) deliver to the trustee all books, records, documents, writings and papers including, without restricting the generality of the foregoing, title papers, insurance policies and tax records and returns and copies thereof in any way relating to his property or affairs;

c) at such time and place as may be fixed by the official receiver, attend before the official receiver or before any other official receiver delegated by the official receiver for examination under oath with respect to his conduct, the causes of his bankruptcy and the disposition of his property;

d) within five days following the bankruptcy, unless the time is extended by the official receiver, prepare and submit to the trustee in quadruplicate a statement of the bankrupt's affairs in the prescribed form verified by affidavit and showing the particulars of the bankrupt's assets and liabilities, the names and addresses of the bankrupt's creditors, the securities held by them respectively, the dates when the securities were respectively given and such further or other information as may be required, but where the affairs of the bankrupt are so involved or complicated that the bankrupt alone cannot reasonably prepare a proper statement of affairs, the official receiver may, as an expense of the administration of the estate, authorize the employment of a qualified person to assist in the preparation of the statement;

e) make or give all the assistance within his power to the trustee in making an inventory of his assets;

f) make disclosure to the trustee of all property disposed of within the period beginning on the day that is one year before the date of the initial bankruptcy event or beginning on such other antecedent date as the court may direct, and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, and how and to whom and for what consideration any part thereof was disposed of except such part as had been disposed of in the ordinary manner of trade or used for reasonable personal expenses;

g) make disclosure to the trustee of all property disposed of by gift or settlement without adequate valuable consideration within the period beginning on the day that is five years before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included;

h) attend the first meeting of his creditors unless prevented by sickness or other sufficient cause and submit thereat to examination;

i) when required, attend other meetings of his creditors or of the inspectors, or attend on the trustee;

j) submit to such other examinations under oath with respect to his property or affairs as required;

k) aid to the utmost of his power in the realization of his property and the distribution of the proceeds among his creditors;

l) execute any powers of attorney, transfers, deeds and instruments or acts that may be required;

m) examine the correctness of all proofs of claims filed, if required by the trustee;

n) in case any person has to his knowledge filed a false claim, disclose the fact immediately to the trustee;

(n.1) inform the trustee of any material change in the bankrupt's financial situation;

o) generally do all such acts and things in relation to his property and the distribution of the proceeds among his creditors as may be reasonably required by the trustee, or may be prescribed by the General Rules, or may be directed by the court by any special order made with reference to any particular case or made on the occasion of any special application by the trustee, or any creditor or person interested; and

p) until his application for discharge has been disposed of and the administration of the estate completed, keep the trustee advised at all time of his place of residence or address.

Section 159

Where a bankrupt is a corporation, the officer executing the assignment, or such

a) officer of the corporation, or

b) person who has, or has had, directly or indirectly, control in fact of the corporation

as the official receiver may specify, shall attend before the official receiver for examination and shall perform all of the duties imposed on a bankrupt by Section 158, and, in case of failure to do so, the officer or person is punishable as though that officer or person were the bankrupt.

Section 198

- 1) Any bankrupt who
 - a) makes any fraudulent disposition of the bankrupt's property before or after the date of the initial bankruptcy event,
 - b) refuses or neglects to answer fully and truthfully all proper questions put to the bankrupt at any examination held pursuant to this Act,
 - c) makes a false entry or knowingly makes a material omission in a statement or accounting,
 - d) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, conceals, destroys, mutilates, falsifies, makes an omission in or disposes of, or is privy to the concealment, destruction, mutilation, falsification, omission from or disposition of, a book or document affecting or relating to the bankrupt's property or affairs, unless the bankrupt had no intent to conceal the state of the bankrupt's affairs,
 - e) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event obtains any credit or any property by false representations made by the bankrupt or made by any other person to the bankrupt's knowledge,
 - f) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, fraudulently conceals or removes any property of a value of fifty or more or any debt due to or from the bankrupt, or
 - g) after or within one year immediately preceding the date of the initial bankruptcy event, hypothecates, pawns, pledges or disposes of any property that the bankrupt has obtained on credit and has not paid for, unless in the case of a trader the hypothecation, pawning, pledging or disposing is in the ordinary way of trade and unless the bankrupt had no intent to defraud,

is guilty of an offence and is liable, on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both, or on conviction on indictment, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

- 2) A bankrupt who, without reasonable cause, fails to comply with an order of the court made under Section 68 or to do any of the things required of the bankrupt under Section 158 is guilty of an offence and is liable
 - a) on summary conviction, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both; or
 - b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

Section 199

An undischarged bankrupt who:

- a) engages in any trade or business without disclosing to all persons with whom the undischarged bankrupt enters into any business transaction that the undischarged bankrupt is an undischarged bankrupt, or;

b) obtains credit to a total of \$1,000 or more from any person or persons without informing them that the undischarged bankrupt is an undischarged bankrupt.

Section 200

- (1) Any person becoming bankrupt or making a proposal who has on any previous occasion been bankrupt or made a proposal to the person's creditors is guilty of an offence punishable on summary conviction and is liable to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both, if:
- a) being engaged in any trade or business, at any time within the period beginning on the day that is two years before the date of the initial bankruptcy event and ending on the date of the bankruptcy, both dates included, that person has not kept and preserved proper books of account; or;
 - b) within the period mentioned in paragraph (a), that person conceals, destroys, mutilates, falsifies or disposes of, or is privy to the concealment, destruction, mutilation, falsification or disposition of, any book or document affecting or relating to the person's property or affairs, unless the person had no intent to conceal the state of the person's affairs.
- (2) For the purposes of this Section, a debtor shall be deemed not to have kept proper books of account if he has not kept such books or accounts as are necessary to exhibit or explain his transactions and financial position in his trade or business, including a book or books containing entries from day to day in sufficient detail of all cash received and cash paid, and, where the trade or business has involved dealings in goods, also accounts of all goods sold and purchased, and statements of annual or other stock takings.

Section 204

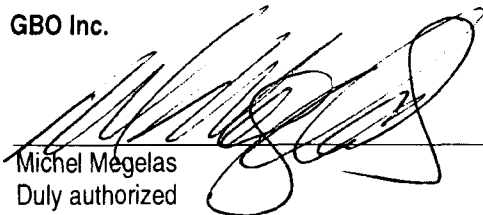
If a corporation commits an offence under this Act, any officer or director, or agent or mandatory, of the corporation, or any person who has or has had, directly or indirectly, control in fact of the corporation, who directed, authorized, assented to, acquiesced to or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

ACKNOWLEDGMENT

I, Michel Mégelas, duly authorized by the insolvent corporation acknowledge receipt of sections 67, 158, 159, 198, 199, 200 and 204 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* and state that the contents have been explained to me and that I understand my duties and obligations.

Dated at Montreal, this 9th day of September 2011

GBO Inc.



Michel Mégelas
Duly authorized



Witness



-- ESTATE INFORMATION SUMMARY --

I. COMPLETE THE FOLLOWING IN ALL CASES				
PROCEEDING: <input type="checkbox"/> Assignment <input type="checkbox"/> Receivership <input type="checkbox"/> Bankruptcy Order <input checked="" type="checkbox"/> Proposal		<input type="checkbox"/> Individual <input checked="" type="checkbox"/> Corporation <input type="checkbox"/> Income Trust		
Estate Name GBO Inc		Occupation		Language <input checked="" type="checkbox"/> English <input type="checkbox"/> French <input type="checkbox"/> Other Specify
Ind. Date of Birth	D M Y	Previous or current BIA proceeding or petition? <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No	If yes, enter estate number(s)	Indicate if previous bankruptcy <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No
Address (Street No. and Apt No.)		410 - 1010 Sherbrooke West		Indicate if receivership <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No
City Montréal	Province QC	Postal Code H3A 2R7	Home Telephone no. () - -	Work Telephone no. (514) 842-3414
Consumer debts only? <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No		100.00 % of the total debt is Business		The debtor resides or has carried on business at the above address since: D M Y 06-09-2011
Highest level of education completed by bankrupt/debtor: (for statistical purposes only)				
<input type="checkbox"/> 0-8 years <input type="checkbox"/> Some high school <input type="checkbox"/> high school graduate <input type="checkbox"/> some post-secondary <input type="checkbox"/> post-secondary certificate or diploma <input type="checkbox"/> university degree <input type="checkbox"/> refuses to answer or doesn't know				
II - COMPLETE THE FOLLOWING IF THE DEBTOR HAS GUARANTEED THE DEBTS OF ANOTHER PERSON				<input checked="" type="checkbox"/> N/A
III - COMPLETE THE FOLLOWING IF THE DEBTOR WAS PREVIOUSLY OR IS PRESENTLY IN BUSINESS				<input type="checkbox"/> N/A
Trade name(s) if different from the estate name		Place of Business		Nature of Business
GBO Inc.		410 - 1010 Sherbrooke West Montréal QC H3A 2R7		Wooden doors and windows industry
Corporation, partnership or sole proprietorship Corporation				
Names of the partners if a partnership:				
During the past 12 months, what was the maximum number of employees that you employed? 200 How long have you been in operation under this current legal name? 50 Month(s)				
IV - COMPLETE THE FOLLOWING IF THE DEBTOR IS A CORPORATION				<input type="checkbox"/> N/A
Are the shares of the corporation publicly traded? <input checked="" type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No		Federal Charter Number <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No		
Names of the corporate officers Michel Megelas, Daniel Laporte (Resigned), Bastien Dion (Resigned), Jean-Pierre Ouellet (Re				
Name of person to be examined Michel Megelas		Title Secretary	Phone Number () - -	
Address 1400 rue Graham-Bell				
City Boucherville	Province QC	Postal Code J4B 6H5	Language <input checked="" type="checkbox"/> English <input type="checkbox"/> French <input type="checkbox"/> Other specify	
During the past 12 months, what was the maximum number of employees that you employed? 200 How long have you been in operation under this current legal name? 50 Month(s)				
V - TO BE COMPLETED WHEN FILING A CONSUMER PROPOSAL OR AMENDED CONSUMER PROPOSAL				<input checked="" type="checkbox"/> N/A
VI - TO BE COMPLETED AND SIGNED BY THE TRUSTEE IN ALL CASES				
Creditors Meeting Suggested Time & Place		D M Y	Time	Location
Examination Requested <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No Comments ▶ Guarantee for professional fees				
TRUSTEE APPOINTMENT RSM Richter Inc., Gilles Robillard, CA, CIRP, 1937				
Name & Licence number of the trustee or, if a Corporate Trustee, the name & Licence number of the person responsible for the administration of the estate.				
A possible conflict of interest situation exists: <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No				Licence number 1937



-- ESTATE INFORMATION SUMMARY --

Continued

Indemnification: <input type="checkbox"/> N/A <input type="checkbox"/> Deposit <input checked="" type="checkbox"/> Guarantee Name of depositor or guarantor Christopher Wood	Post bankruptcy tax refund assigned to trustee <input type="checkbox"/> Yes <input checked="" type="checkbox"/> No
Amount or extent of indemnity ► \$ 0.00	<input checked="" type="checkbox"/> Trustee absent when file submitted Amended summary to follow
Signature of Trustee ►	

VII - OFFICIAL RECEIVER USE ONLY									
NOTE: Quote this number in all future correspondence No. >					Administration <input type="checkbox"/> Summary <input type="checkbox"/> Ordinary		Date of filing D M Y		Type
Industry District Division Court No.				Licence No. of appointed Trustee <input type="checkbox"/> As above <input type="checkbox"/> Other>>				Resp. O. R.	
Assets			Liabilities			Security			
Creditor's Meeting <input type="checkbox"/> As above <input type="checkbox"/> Or		Date D M Y		Time		Location		Chairperson <input type="checkbox"/> O. R. <input type="checkbox"/> Trustee	
Debtor Examination <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes		Date D M Y		Time		Location			
Official Receiver Comments						Note to file <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C		Data Processing Initials	
						Official Receiver's Initials		Document Production Initials	

N° : 500-11-

COUR SUPÉRIEURE
(Division commerciale)
En matière de faillite et d'insolvabilité

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

GBO, INC.

Débitrice / Requérante

et

RSM RICHTER INC.

Séquestre intérimaire

BS0350

Notre dossier : 131380-1001

LISTE DE PIÈCES ET PIÈCE RSI-1

COPIE

Me Matthew Liben

(514) 397-3115

Télécopieur : (514) 397-3636

STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., s.r.l.
1155, boulevard René-Lévesque Ouest, 40^e étage
Montréal, Québec, H3B 3V2

